

REVUE DE PRESSE  
JUN 2020

## Revue de presse du 1<sup>er</sup> au 15 juin 2020

### Afrique

- Tunisie
- Pays du Maghreb

### Moyen Orient

- Liban

### Europe

- Union européenne
- Bosnie
- Chypre
- Grèce
- Malte
- Portugal

### Méditerranée centrale

## Afrique

### Tunisie

- **Maroc diplomatique**, le 14 juin 2020, [61 morts dans le naufrage de migrants au large de la Tunisie](#)

Les 9 et 10 juin, 34 corps ont été retrouvés au large des îles Kerkennah en Tunisie. Une enquête des autorités tunisiennes a révélé que le naufrage de l'embarcation, partie de Sfax (côte Est de la Tunisie) avec l'intention de rejoindre l'Italie, s'était produit dans la nuit du 4 au 5 juin. Depuis la découverte des premiers corps, le bilan du nombre de personnes décédées dans ce naufrage a été revu à la hausse : au 14 juin, les autorités tunisiennes comptaient finalement 61 personnes décédées.

- **Info Migrants**, le 10 juin 2020, [Tunisie : des dizaines de migrants détenus dans un centre illégal](#)

De nombreuses ONG tunisiennes et internationales alertent sur le placement en détention arbitraire et illégal de dizaines d'exilé·e·s maintenu·e·s dans un centre de la banlieue de Tunis depuis plusieurs semaines. Présenté comme un « centre d'hébergement » par les autorités tunisiennes, le centre El Ouardia, n'est rien d'autre qu'un centre de détention. De plus, les ONG pointent du doigt le flou des conditions de placement en détention, aucune information n'étant communiquée, ni sur le motif de l'enfermement, ni sur la manière dont ces personnes ont été enfermées dans ce camp (pas plus que leurs conditions de vie ou leur nombre exact). Selon des témoignages de détenus, la seule manière d'en sortir serait « de payer eux-mêmes leur billet d'avion de retour », autrement dit de financer eux-mêmes leur expulsion.

### Pays du Maghreb

- **Médiapart**, le 7 juin 2020, [Migrants: les traversées depuis le Maghreb bousculées par le Covid](#)

Médiapart a réalisé une interview de deux spécialistes des migrations internationales : Nabila Massouaoui (anthropologue, enseignante-chercheuse à l'université Oran II-Mohamed Ben Ahmed et doctorante à l'université Toulouse II-Jean-Jaurès) et Chadia Arab (géographe, chargée de recherche au CNRS et enseignante à l'université d'Angers). Cette interview traite de l'impact de l'épidémie de Covid-19 sur le phénomène de « harrag »<sup>1</sup>. Suite à la fermeture de nombreuses frontières en Europe et au Maghreb, beaucoup de personnes ont renoncé à leur départ ou l'ont reporté. Un autre phénomène moins répandu et connu est le retour d'exilé·e·s maghrébin·e·s qui ont préféré retourner dans leur pays d'origine suite à de nombreuses difficultés sanitaires, économiques et sociales – déjà présentes avant l'épidémie mais exacerbées par cette dernière. Pour autant, la volonté de migrer n'a pas diminué et les départs ont continué à avoir lieu bien que les contrôles aux frontières se soient intensifiés, obligeant les exilé·e·s à se mettre encore plus en danger pour échapper à une arrestation.

---

<sup>1</sup> Harraga : Mot originaire de l'arabe maghrébin حارقة *ḥarrāga*, « qui brûlent », pour désigner les migrant·e·s qui « brûlent les frontières » en prenant la mer sans document de voyage depuis les pays du Maghreb en direction de l'Europe.

Autre conséquence de la crise sanitaire : l'augmentation des tarifs de la traversée. Pour N. Moussaoui, si la couverture médiatique s'est focalisée sur le Covid-19, le ralentissement de l'épidémie va nécessairement laisser place à la révélation « de chiffres alarmants d'harraga parti·e·s ou disparu·e·s ».

## Moyen-Orient

### Liban

- **L'Orient- Le Jour**, le 1 juin 2020, [Sit-in de réfugiés syriens devant le siège du HCR à Tripoli](#)
- **L'Orient- Le Jour**, le 2 juin 2020, [Après un sit-in de réfugiés , le HCR assure « tout faire pour mobiliser des ressources supplémentaires »](#)

Le 1<sup>er</sup> juin, devant le siège du Haut-commissariat pour les réfugiés (HCR) au Liban, des dizaines de réfugié·e·s syrien·ne·s ont manifesté pacifiquement contre la réduction des aides qui leurs sont normalement accordées notamment pour l'accès aux soins médicaux. Ils/elles ont demandé à ce que ces aides augmentent pour qu'ils/elles puissent faire soigner leurs enfants, et ont demandé à ce que le HCR fasse pression afin que les pays européens acceptent de les accueillir. Suite à quoi le HCR a affirmé « tout faire pour mobiliser des ressources supplémentaires ».

- **Maroc Diplomatique**, le 10 juin 2020, [L'UE mobilise 55 millions d'euros en faveur des réfugiés syriens en Jordanie et au Liban](#)

Le 10 juin, la Commission européenne a annoncé la mise en place d'aides d'un montant de 55 millions d'euros pour les exilé·e·s syrien·ne·s de Jordanie et du Liban. Cette aide provient du fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise syrienne<sup>2</sup>. Alors qu'à l'échelle de l'UE quasiment aucune mesure de solidarité et d'accueil des exilé·e·s n'est mise en place par ses États membres, ces fonds supplémentaires s'inscrivent une fois de plus dans la politique d'externalisation de la gestion des migrations de l'UE. En effet, l'UE décide une fois de plus de déléguer la gestion des exilé·e·s à un pays non-européen, préférant donner de l'argent au Liban pour y maintenir les exilé·e·s, plutôt que d'accueillir les exilé·e·s qui souhaitent quitter leur pays.

## Europe

### Union européenne

- **Le Monde**, le 10 juin 2020, [Le « Pacte pour la migration », un dossier explosif pour la future présidence allemande de l'UE](#)

Le journal Le Monde revient sur les enjeux du futur « Pacte européen pour la migration » annoncé par la présidente de la Commission Ursula von der Leyen lors de son entrée en fonction (le 1<sup>er</sup> décembre 2019). Prévu pour le premier trimestre 2020, le contenu de ce pacte

---

<sup>2</sup> Voir la page de la Commission Européenne sur le Fonds fiduciaire régional de l'UE en réponse à la crise Syrienne [https://ec.europa.eu/commission/news/eu-regional-trust-fund-response-syrian-crisis-2018-dec-17\\_fr](https://ec.europa.eu/commission/news/eu-regional-trust-fund-response-syrian-crisis-2018-dec-17_fr)

devrait finalement être dévoilé à la fin du second trimestre. L'objectif principal de cette initiative selon la Commission est de trouver une alternative stable au défaut de solidarité flagrant entre les États membres dans la gestion de l'accueil des exilé·e·s au sein de l'UE. Cependant, il est manifeste qu'à la lecture des trois propositions d'« outils pratiques » suggérés par la Commission (partenariat avec les pays non européens, plus de surveillance des frontières extérieures, accélération des procédures d'asile et d'expulsion), que l'externalisation et la sécurisation des frontières sont davantage à l'honneur que l'accueil des exilé·e·s<sup>3</sup>. A cela s'ajoute l'accroissement du budget et des capacités d'action de l'agence Frontex. Si la Commission insiste sur la nécessité « d'une politique coordonnée, harmonisée, stratégique », l'opposition du Groupe de Visegrad d'accueillir des exilé·e·s, la colère des pays responsables de l'accueil aux frontières sud de l'UE (Espagne, Italie, Malte, Chypre, Grèce) sans parler du reste des États membres qui détournent le regard, ne présagent pas d'un avenir meilleur pour l'accueil des exilé·e·s en Europe.

## Bosnie

- RFI, le 13 juin 2020, [La Croatie de nouveau épinglée pour des violences exercées contre des migrants](#)

Dans un rapport publié le 11 juin par Amnesty international<sup>4</sup> et envoyé à la Commission européenne, l'ONG atteste et dénonce des violences perpétrées par les autorités croates à la frontière avec la Bosnie. Au moins 16 exilé·e·s ont été « ligotés, brutalement battus et torturés » par des policiers croates avant d'être refoulé·e·s en Bosnie dans la nuit du 26 au 27 mai. Suite à cela, la Commission européenne a annoncé envoyer dès que possible une mission sur place dans le cadre de son « mécanisme de surveillance européen du respect des droits fondamentaux aux frontières ». En effet, en décembre 2018, l'UE avait conditionné le versement de 6,8 millions d'euros - pour renforcer les frontières extérieures croates avec les pays non européens - à la mise en place d'un mécanisme de contrôle et de surveillance pour garantir le respect des droits fondamentaux aux frontières. Cependant, The Guardian a révélé ce 15 juin que des responsables de l'UE ont dissimulé des documents qui attestent que le gouvernement Croate n'a pas utilisé les fonds alloués à la création de ce mécanisme de contrôle et de protection aux frontières. Alors que depuis plusieurs années les organisations de défense des droits humains multiplient les preuves des violences des autorités croates aux frontières et alertent les institutions européennes, ces dernières ne pouvaient ignorer que le mécanisme de contrôle du respect des droits imposé aux frontières n'était qu'une coquille vide... En effet, s'il semblait exister sur le papier, le mécanisme de contrôle n'a finalement pas été mis en pratique.

---

<sup>3</sup>New EU Pact on Migration and Asylum should be firmly underpinned by human rights, effective solidarity and responsibility sharing - <https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/new-eu-pact-on-migration-and-asylum-should-be-firmly-underpinned-by-human-rights-effective-solidarity-and-responsibility-sharing>

<sup>4</sup> Amnesty international, rapport du 11 juin 2020, Croatie. Nouvelles preuves de violences policières et de torture infligées à des personnes migrantes ou demandeuses d'asile. <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/06/croatia-fresh-evidence-of-police-abuse-and-torture-of-migrants-and-asylumseekers/>

## Chypre

- **Africa Radio**, le 3 juin 2020, [A Chypre, des centaines de migrants entassés dans un camp, dans l'attente de leur sort](#)

Avant la pandémie, les demandeurs et demandeuses d'asile présent·e·s à Chypre étaient réparti·e·s entre le camp de Pournara (proche de la capitale Nicosie d'une capacité de 350 personnes) et l'hôtel, dont la place était en partie financée par le gouvernement de la République de Chypre. Cependant, depuis le début l'année – et plus encore avec la pandémie - le gouvernement a progressivement regroupé les demandeurs et demandeuses d'asile présent·e·s dans le camp de Pournara. Ainsi, le 3 juin, environ 800 personnes se trouvaient dans le camp sans que les conditions d'accueil n'aient été adaptées. Chypre justifie ces transferts par l'impossibilité de payer des logements aux demandeurs et demandeuses d'asile, à quoi s'est ajoutée la crise sanitaire comme prétexte pour y enfermer hommes, femmes et enfants. L'ONG KISA affirme que la détention de ces personnes constitue une « violation sérieuse » de la loi chypriote puisque la décision de détenir ces personnes a été prise sans contrôle juridictionnel. Bien que les mesures de confinement soient progressivement levées sur l'île, les autorités maintiennent le camp fermé, se justifiant par l'apparition de cas de gale...

- **Cyprus Mail**, le 1er juin 2020, [Migrants to be warned by SMS Cyprus not a gateway to Europe](#)

La République de Chypre a annoncé le lancement d'une campagne de lutte contre la migration en direction de l'île en envoyant des SMS sur les téléphones de toutes les personnes entrant dans la zone d'itinérance<sup>5</sup> Chypriote. L'objectif de cette campagne qui n'est pas inédite est de dissuader les exilé·e·s d'entrer en République de Chypre en envoyant des SMS d'avertissement sur toutes les difficultés auxquelles ils/elles risquent d'être confronté·e·s une fois entré·e·s, en insistant notamment sur le fait que Chypre n'est pas dans l'espace Schengen.

## Grèce

- **Le Monde**, le 7 juin 2020, [La Grèce prolonge pour la troisième fois le confinement des camps de migrants](#)

Pour la troisième fois consécutive le gouvernement grec a prolongé le confinement des camps d'exilé·e·s (jusqu'au 21 juin). Ces mesures relèvent une nouvelle fois bien plus de la discrimination qu'à des contraintes de protection sanitaire, alors que les habitant·e·s ne sont plus confinés depuis mi-mai et que la propagation du virus a réduit en Grèce. Parmi les exilé·e·s à peine une dizaine de cas ont été signalés (uniquement sur le continent) et aucun décès n'a eu lieu. A travers ces mesures, les autorités grecques maintiennent en détention plus de 33 000 hommes, femmes et enfants dans cinq camps des îles de la mer Egée (dont la capacité d'accueil est de 5 400 personnes), ainsi que 70 000 personnes dans des installations sur le continent. L'insalubrité, la promiscuité, le manque d'accès aux soins et à la nourriture,

---

<sup>5</sup> « En pratique, l'itinérance (ou « roaming ») désigne la faculté des abonnés d'un opérateur de réseau mobile à utiliser les services de téléphonie mobile (voix ou données) de différents réseaux au fur et à mesure de leurs déplacements. » [https://fr.wikipedia.org/wiki/Itin%C3%A9rance\\_\(t%C3%A9l%C3%A9phonie\)#::~:~:text=L'itin%C3%A9rance%20ou%20roaming%20\(anglicisme,mobile%20autre%20que%20le%20sien.](https://fr.wikipedia.org/wiki/Itin%C3%A9rance_(t%C3%A9l%C3%A9phonie)#::~:~:text=L'itin%C3%A9rance%20ou%20roaming%20(anglicisme,mobile%20autre%20que%20le%20sien.)

caractéristiques de ces camps, sont exacerbés par l'enfermement<sup>6</sup>. La crise sanitaire a servi la mise en place des camps fermés que le gouvernement Grec annonçait depuis plusieurs mois.

- **Info Migrants**, le 5 juin 2020, [Mer Égée : des hommes masqués attaquent une embarcation de migrants](#)
- **RTBF**, le 12 juin 2020, [Asile et migration : la Grèce appelée par l'ONU à enquêter sur les refoulements vers la Turquie](#)

Une vidéo publiée le 4 juin par l'ONG Alarm Phone montre des hommes masqués s'approcher en navire d'une embarcation d'exilé·e·s en détresse au milieu de la mer Égée, et provoquer une scène de panique, puis s'éloigner sans apporter d'aide à l'embarcation. Selon les exilé·e·s, ces hommes seraient des militaires grecs qui auraient tenté de renvoyer l'embarcation dans les eaux territoriales turques. Ils ont finalement arraché son moteur et l'ont jeté à l'eau. Les exilé·e·s expliquent avoir vécu une situation similaire avec les autorités turques qui ont tenté de les empêcher de revenir dans leurs eaux. L'embarcation a finalement été secourue quatre heures plus tard par les garde-côtes turcs. Selon Alarm Phone, ce genre de violences perpétrées par les garde-côtes grecs sont de plus en plus fréquentes et tendent à devenir la norme en mer Égée. Même F. Leggeri (directeur de Frontex) a reconnu que « les violences contre les personnes [qui se trouvent] aux frontières de l'UE deviennent de plus en plus brutales », bien que la Grèce ait nié ces accusations. Le 12 juin, le HCR a appelé la Grèce à enquêter d'urgence sur les nombreux cas rapportés de refoulements d'exilé·e·s vers la Turquie par les autorités grecques. L'Organisation internationale des migrations (OIM) et l'Union européenne ont soutenu cet appel, assurant avec cynisme attendre des autorités grecques qu'elles fassent la lumière sur ces violences... perpétrées au nom de la protection des frontières européennes.

## Italie

- **RFI**, le 9 juin 2020, [L'Italie veut se protéger des départs de migrants depuis la Libye](#)

Avec le retour des beaux jours, les départs depuis la Libye vers l'Italie ont considérablement augmenté. Rome a décidé de faire appel à Bruxelles pour gérer la situation dans l'hypothèse où le nombre d'arrivées sur ses côtes s'accroîtrait. Dans une lettre à la Commission européenne, la ministre de l'Intérieur italienne demande à l'UE de garantir une politique migratoire et d'asile fondée sur une « relocalisation équitable entre les États membres » de l'UE ainsi que davantage de soutien pour l'expulsion des personnes déboutées de leur demande d'asile. Cette lettre a été co-signée par quatre autres pays, tous aux portes de l'UE : l'Espagne, la Grèce, Malte et Chypre.

- **Info Migrants**, le 4 juin 2020, [Mayors in northern Italy warn migrant flow is 'unmanageable'](#)

Dans une lettre au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères italien, trois maires de différentes villes du Frioul-Vénétie Julienne (nord-est de l'Italie) ont exprimé leur

---

<sup>6</sup> Le 8 juin, dans un entretien pour le journal RTBF, Stéphane Oberreit (chef de mission de MSF en Grèce et dans les Balkans) détaille la situation des camps et les conséquences du Covid-19 sur les exilé·e·s. [Déconfinement en Grèce : "Garder les réfugiés dans leurs camps est une forme de discrimination inacceptable"](#)

inquiétude face à une arrivée d'exilé·e·s considérée importante dans leur région. Dans un contexte où l'épidémie n'est pas encore totalement maîtrisée, les maires ont notamment alerté sur le manque d'installation de mesures de quarantaine pour les mineur·e·s étranger·e·s non accompagné·e·s qui arrivent depuis les centres de réfugiés turcs. Ils demandent une intervention urgente de l'État ainsi qu'un renfort permanent des contrôles des frontières.

## Malte

- **Ouest France**, le 7 juin 2020, [Malte autorise le débarquement de 400 migrants bloqués en mer](#)
- **Ouest France**, le 3 juin 2020, [Migrants bloqués en Méditerranée. L'Union européenne appelle les États membres à la « solidarité »](#)

Depuis plus d'un mois, les autorités maltaises bloquaient 425 exilé·e·s secouru·e·s dans les eaux territoriales maltaises sur des navires de croisière affrétés pour l'occasion. Sans engagement officiel d'autres États membres de l'UE sur leur prise en charge, Malte refusait de les laisser débarquer. Cette situation a obligé plus de 400 femmes, hommes et enfants à vivre sur des navires non adaptés, dans la promiscuité, sans réel accès aux soins ni à suffisamment de nourriture. Il aura fallu plus d'un mois pour que, le 3 juin 2020, la Commission européenne réagisse et appelle les États membres de l'UE à « *travailler ensemble de façon urgente dans un esprit de solidarité* » pour trouver une solution... Invitation restée lettre morte. Cependant, cédant à la pression des équipages des navires qui craignaient pour la sécurité des naufragé·e·s, Malte a finalement accepté les débarquements le 7 juin.

## Portugal

- **H24**, le 15 juin 2020, [D'El Jadida aux côtes portugaises : l'étonnante nouvelle route des migrants marocains](#)

Le 15 juin, une embarcation d'exilé·e·s a été interceptée au Portugal, au large des côtes de l'Algarve (sud du pays). Les exilé·e·s affirment être parti·e·s d'El Jadida sur la côte atlantique marocaine, ce qui représente 230 milles nautiques soit environ 425 kilomètres. Selon l'ONG portugaise Serviço de estrangeiro e fronteiras, c'est la troisième fois depuis décembre 2019 qu'une embarcation partie d'El Jadida arrive sur les côtes portugaises. Les entraves à la liberté de circulation des exilé·e·s vers l'Europe, la fermeture et la sécurisation des frontières extérieures de l'UE, et l'externalisation de la gestion des migrations de l'UE ne cessent d'obliger les exilé·e·s à prendre des routes migratoires toujours plus dangereuses.

## Méditerranée centrale

- **Le Huffington Post**, le 10 juin 2020, [Migrants en Méditerranée : les bateaux des ONG reprennent leurs opérations](#)

Plusieurs navires humanitaires de sauvetage en mer Méditerranée ont annoncé reprendre les sauvetages. Alors qu'ils étaient bloqués dans des ports italiens, les navires de l'ONG Mediteranea Saving Humans et Sea Watch ont tous deux pu reprendre leurs opérations. En



raison de l'épidémie de Covid-19 les bateaux avaient été immobilisés par les autorités italiennes pour des raisons « techniques ». De nombreuses ONG avaient dénoncé une utilisation injustifiée de l'épidémie comme prétexte pour empêcher les sauvetages d'exilé·e·s. Selon le HCR, les départs depuis les côtes libyennes ont augmenté de 290% entre janvier et fin avril en comparaison à l'an dernier sur la même période. Malgré cette hausse des départs et suite à l'épidémie, le nombre de navires de sauvetage sur cette même période a été considérablement réduit comparativement à 2019, augmentant le risque de naufrages.

## Revue de presse du 15 au 30 juin 2020

### Afrique

- Érythrée
- Maroc

### Europe

- Autriche
- Bosnie
- Chypre
- Espagne
- France
- Grèce
- Italie
- Royaume-Uni
- Slovénie

### Méditerranée centrale

## Afrique

- **Euronews**, le 25 juin 2020, [Migrants : les échecs d'un programme de retour volontaire financé par l'UE](#)

Le journal Euronews a enquêté sur le cadre d'initiative conjointe (357 millions d'euros) entre l'UE et l'OIM dans sept pays africains. Ce cadre d'initiative permet à ces deux entités de mettre en place des programmes de « retours » dits « volontaires » à travers lesquels ces à soutenir les exilé·e·s, en leur promettant de l'argent et des conseils pour réintégrer leurs pays d'origine, en plus du financement de leur vol retour. Nombre d'exilé·e·s ayant participé à ces programmes témoignent pourtant n'avoir obtenu aucune aide une fois rentré·e·s. Celles et ceux qui ont obtenu une aide financière déclarent qu'elle était très insuffisante. Les statistiques de l'OIM sur les personnes soudanaises ayant exprimé la volonté de rentrer au pays le montrent : seules 766 personnes sur 2 600 ont reçu un soutien économique. L'OIM accuse à la fois les pénuries de biens et d'argent dans ces pays et - non sans un certain cynisme - les exilé·e·s mêmes qui, selon elle, sont plus de deux tiers à ne pas aller au bout du processus de réintégration. Une étude sur le sujet a montré que presque aucune enquête visant à vérifier l'efficacité de ces programmes n'a eu lieu (seul 136 cas sur 81 000 ont été étudiés). Au-delà du manque évident de soutien de la part des institutions européennes et des organisations internationales, ces personnes sont généralement stigmatisées et rejetées à leur retour dans le pays d'origine.

## Maroc

- **Info Migrants**, le 29 juin 2020, [Coronavirus : au Maroc, des dizaines de migrants subsahariens arrêtés et confinés de force](#)

Au Maroc, exilé·e·s et ONG dénoncent les violences et les discriminations dont font l'objet les personnes migrantes, a fortiori en période de pandémie. Dans le pays, cette dernière a exacerbé les comportements discriminatoires envers les exilé·e·s qui sont accusé·e·s d'être responsables de la propagation du virus. Dans ce contexte, les autorités procèdent à l'arrestation arbitraire et quasi systématique des personnes de couleur noire pour les envoyer dans **des centres dits d'accueil** » et/ou commissariats de police où elles sont enfermées plusieurs jours, voire des semaines, pour être testées au Covid-19.

## Érythrée

- **Euronews**, le 21 juin 2020, [Eritrean migrants in Libya claim EU-backed voluntary returns programme isn't so voluntary](#) [EN]

Un groupe d'exilé·e·s érythréen·ne·s, qui a bénéficié du programme de « retour volontaire » organisé conjointement entre l'UE et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), raconte cette expérience et leur discours témoignent de la malhonnêteté de ce programme. En effet, ces 21 personnes étaient enfermées depuis huit mois dans un centre de détention à Zwara (Libye) quand, selon leurs dires, le personnel de l'OIM leur a fait signer des documents dans une langue qu'ils sont susceptibles de comprendre (ce qui semble ne pas avoir été le cas), pour les intégrer au programme de retour volontaire et les renvoyer en Érythrée. Si l'OIM nie les faits, les témoignages accablants d'exilé·e·s contre l'organisation se multiplient... Pour rappel

l'OIM a procédé aux « retours volontaires » de 81 000 exilé·e·s dans de nombreux pays que l'on ne peut pas considérer comme des « pays sûrs ».

## Europe

- **Info Migrants**, le 19 juin 2020, [Migrants en détresse en mer : Frontex accusée d'alerter les garde-côtes libyens plutôt que les navires humanitaires](#)

Le 18 juin, dans un rapport conjoint, les ONG Alarm Phone, Borderline-Europe, Mediterranea et SeaWatch ont accusé l'agence Frontex d'utiliser ses avions de reconnaissance en mer afin de prévenir uniquement les garde-côtes libyens pour qu'ils procèdent aux interceptions maritimes. Frontex ne semble plus avertir les garde-côtes européens, en charge de dépêcher les navires les plus proches de l'embarcation en détresse pour effectuer le sauvetage. Par conséquent, ne sont plus sollicités les navires humanitaires ou commerciaux qui se trouvent à proximité et qui pourraient aider plus rapidement les personnes en danger. Frontex dément ces accusations, qui sont contraires tant au droit de la mer qu'à son propre mandat.

## Autriche

- **Info Migrants**, le 24 juin 2020, [Austria backs Seehofer's plan to stop migrants at EU border \[EN\]](#)

En mai 2019, dans le cadre du plan Seehofer (plan national anti-migration allemand) le ministère de l'Intérieur allemand a demandé à la Commission européenne d'intégrer des mesures de refoulement systématiques des exilé·e·s aux frontières extérieures de l'UE après une analyse rapide de leur profil. Le ministre souhaite également la mise en place de plateformes de débarquement dans les pays non européens, accompagnées d'aides financières afin d'externaliser au maximum la gestion des migrations. Le 24 juin, le ministre de l'Intérieur autrichien a déclaré apporter son soutien à ce projet. Cette situation est d'autant plus inquiétante que la Commission européenne doit présenter dans les prochains mois un projet de réforme du régime d'asile européen commun, que l'Allemagne est à la présidence du Conseil de l'Union européenne entre juillet et décembre 2020 et que la présidente de la Commission européenne a été ministre fédérale allemande de la défense jusqu'en 2019...

## Bosnie

- **Info Migrants**, le 18 juin 2020, [Bosnie : l'UE menace de retirer son aide financière en faveur des migrants](#)

Le 12 juin, la Commissaire aux affaires intérieures de l'UE (Ylva Johansson) a adressé une lettre au gouvernement bosnien dans laquelle elle menace de retirer l'aide financière européenne allouée pour la gestion des exilé·e·s si ce pays continue de bafouer l'État de droit et les droits des migrant·e·s. En effet, dans le cadre de la politique d'externalisation européenne, 60 millions d'euros sont versés à la Bosnie pour qu'elle construise et gère six camps où sont actuellement enfermées 6 000 personnes. A l'intérieur de ces camps, les conditions d'hygiène sont déplorables : l'accès à l'eau potable est faible, les sanitaires ne fonctionnent presque jamais... Début juin Amnesty International avait envoyé à cette même Commissaire un rapport sur les multiples violences perpétrées à la frontière entre la Bosnie et la Croatie. Au même moment, une enquête du journal The Guardian avait révélé la complicité de l'UE dans la non

mise en œuvre d'un mécanisme de surveillance européen du respect des droits fondamentaux aux frontières, pourtant condition *sine qua none* du versement des aides européennes.

## Chypre

- **Ekathimerini**, le 18 juin 2020, [Cyprus says common EU migration deal 'imperative'](#)

Le 18 juin, le ministre de l'Intérieur chypriote a annoncé durcir la politique migratoire de l'île. Réduction du délai d'appel pour les personnes déboutées de l'asile, durcissement des conditions d'entrée dans le pays pour les étudiant·e·s étranger·e·s, 21 pays considérés comme « sûrs » (dont la Bosnie, l'Égypte et le Nigeria), ce qui pourrait entraîner l'expulsion quasi automatique des exilé·e·s en provenance de ces pays. En plus de ces nouvelles mesures, le ministre demande à l'UE de mettre en place un autre système de répartition automatique des exilé·e·s arrivés en Europe et de sanctionner financièrement les pays qui n'y participeraient pas. Encourageant la logique européenne d'externalisation de la gestion des migrations dans l'UE, le ministre a demandé à ce que l'UE passe des accords avec l'Afghanistan, le Népal, le Pakistan et l'Inde afin d'y expulser toutes les personnes ayant perdu leur droit au séjour. Il a ensuite menacé de passer lui-même des accords bilatéraux avec ces pays si l'UE ne le faisait pas.

- **Newsinfo**. Inquirer.net, le 24 juin 2020, [Cyprus probes alleged groping of girls at migrant center](#)

A Chypre, une enquête vient d'être ouverte après que deux fillettes ont été agressées sexuellement par des adultes dans le camp de Pournara où elles sont détenues. Le Commissaire aux droits de l'enfant reproche au ministère de l'Intérieur de ne pas séparer les enfants des adultes pendant la période du processus de détermination de leur minorité, ce qui met en danger ces mineur·e·s. De plus, selon le HCR, une fois reconnu·e·s mineur·e·s, les enfants ne sont pas véritablement séparé·e·s des adultes, aucune « zone de sécurité » spécifique n'a été mise en place malgré des travaux d'agrandissement et de rénovation du camp. Les enfants se douchent notamment avec les adultes, uniquement séparés par un simple rideau.

## Espagne

- **Ouest-France**, le 24 juin 2020, [Espagne. Les migrants de l'Aquarius attendent une réponse deux ans après leur débarquement à Valence](#)

Il y a deux ans, après le refus des autorités maltaises et italiennes de laisser débarquer les 629 exilé·e·s secouru·e·s à bord du navire humanitaire Aquarius, de l'ONG SOS Méditerranée, le port espagnol de Valence leur avait finalement ouvert ses portes. Aujourd'hui, alors que plus de la moitié d'entre eux et elles ont déposé une demande d'asile en Espagne, seul 66 dossiers ont été étudiés et seulement 8 ont eu une issue positive. Une partie d'entre ces exilé·e·s s'est regroupée au sein d'un collectif nommé « Aquarius Survivants 2018 » pour alerter sur leur situation et dénoncer le caractère strictement politique de leur débarquement en Espagne. Le pays se serait en effet servi de ce sauvetage pour valoriser son image à l'échelle de l'UE et a ensuite abandonné à leur sort les 629 exilé·e·s, avec comme seul soutien celui d'ONG de défense des droits.

## France

- **Médiapart**, le 18 juin 2020, [Enfants migrants enfermés : la grande hypocrisie](#)

Cet article évoque le sort de plusieurs enfants enfermés dans les zones d'attente françaises, qu'ils et elles qualifient de « prison ». Alors que l'enfermement administratif des mineurs est contraire au droit européen et français, ainsi qu'aux injonctions internationales, la France continue de priver de liberté des enfants, notamment à ses frontières. Pire encore, dans la majorité des zones d'attente, les enfants sont enfermés avec des adultes. Dans ces lieux de sous-droit, ils et elles peuvent être privés de liberté jusqu'à 20 jours, dans des conditions sanitaires souvent déplorables (peu de nourriture, peu/pas d'accès à des douches...). Interpelé sur la situation de ces mineurs par Médiapart, le ministère de l'Intérieur a déclaré la situation « délicate » ...

## Grèce

- **Der Spiegel**, le 16 juin 2020, [Greece Suspected of Abandoning Refugees at Sea](#) [EN]

Un rapport publié par le magazine d'investigation Der Spiegel, l'émission télévisée allemande Report Mainz et l'ONG Lighthouse Reports démontre que des garde-côtes grecs interceptent des embarcations d'exilé·e·s et les refoulent vers la Turquie sur des radeaux de sauvetage sans moteur (« liferats »). Par ailleurs, des hommes masqués appuieraient ces pratiques illégales et dangereuses depuis plusieurs années. En Europe, la violence aux frontières envers les exilé·e·s n'a de cesse de s'aggraver, entraînant une multiplication des violations des droits humains et mettant en danger de nombreuses vies humaines dans l'indifférence générale, et notamment de celle des responsables européens, qui détournent le regard.

- **Ouest France**, le 17 juin 2020, [La Grèce réduit le nombre d'ONG présentes dans les camps de migrants](#)

Le ministre grec aux Migrations a annoncé réduire le nombre d'ONG autorisées à intervenir au sein des camps d'exilé·e·s. Le ministre justifie sa décision par une volonté de « réguler » et d'« éclaircir » un secteur qu'il considère « opaque ». Les ONG présentes sur place avaient jusqu'au 17 juin pour s'enregistrer auprès du ministère des Migrations qui devait examiner si elles correspondaient aux critères requis (eux-mêmes flous) par une nouvelle loi établie début février 2020. Sur 137 ONG ayant soumis leur dossier, 80 ont passé la première étape de la procédure. Pour le moment seules 18 d'entre elles répondent aux conditions imposées par les autorités grecques. Dans une lettre adressée au ministère de l'Intérieur, plusieurs ONG dénoncent « les entraves bureaucratiques de la procédure d'enregistrement, ce qui pose des problèmes à l'accès sur le terrain pour secourir les migrants » et à « l'accès aux fonds » essentiels pour leurs actions.

- **Info Migrants**, le 19 juin 2020, [Grèce : des milliers de réfugiés expulsés de leur logement](#)

En Grèce, depuis le 1<sup>er</sup> juin, le gouvernement ordonne aux réfugié·e·s statutaires ayant reçu une protection avant le 1<sup>er</sup> mai de quitter les lieux où elles étaient jusque-là hébergées et leur retire l'allocation d'une centaine d'euros reçue jusqu'ici. Plus de 11 200 femmes, hommes et enfants risquent ainsi d'être expulsé·e·s de leurs logements et de se retrouver à la rue sur le continent grec, faute d'hébergements. Dans le pays une forte discrimination à l'encontre des exilé·e·s donne lieu au refus presque systématique des propriétaires de louer leurs logements aux exilé·e·s et des employeur·e·s de leur proposer un emploi.

- **Ouest France**, le 22 juin 2020, [Athènes prolonge encore le confinement dans les camps de migrants, sous prétexte de coronavirus](#)

Pour la quatrième fois depuis le mois de mars, le gouvernement grec a pris la décision de prolonger le confinement des exilé·e·s dans les camps, sans mesures de protection efficaces. Ils et elles devront rester enfermé·e·s dans ces lieux insalubres jusqu'au 5 juillet. Il est évident que cet enfermement ne peut pas se justifier par des raisons de « santé publique », les exilé·e·s ne pouvant être testé·e·s ou isolé·e·s les un·e·s des autres. Par ailleurs, les camps grecs sont totalement fermés bien qu'aucun cas de Covid n'y ait été déclaré, alors même que les mesures de confinement ont pris fin pour le reste de la population début mai. Pour rappel, seul deux camps et un hôtel où étaient détenu·e·s des exilé·e·s ont jusqu'ici connu des cas de contamination depuis le début de l'épidémie. En plus d'être discriminatoires, ces mesures continuent de stigmatiser les exilé·e·s considéré·e·s comme une menace pour le reste de la population.

- **Médiapart**, le 25 juin 2020, [Migrants : Ankara rejette les critiques de l'UE et d'Athènes](#)

La Grèce, soutenue par l'UE, a une nouvelle fois accusé la Turquie d'avoir ouvert ses frontières, affirmant notamment que les garde-côtes turcs ont escorté des « bateaux chargés de migrants vers les îles grecques ». Le gouvernement turc continue de nier ces accusations. Depuis que le président R. Erdogan a ouvert ses frontières en utilisant les exilé·e·s comme outil de pression politique sur l'UE fin février 2020, les violations des droits humains se multiplient des deux côtés du fleuve frontalier Evros. La crise politique entre la Grèce (et plus largement l'UE) et la Turquie, ne cesse de mettre en danger la vie des exilé·e·s (refoulements aux frontières, violences, détentions...) dans un silence assourdissant de la part des autorités européennes.

## Italie

- **Ouest France**, le 19 juin 2020, [Italie. 67 migrants secourus au large de l'île de Lampedusa](#)

Le 19 juin, 67 exilé·e·s ont été secouru·e·s au large des côtes de l'île de Lampedusa (Italie) par le navire de l'ONG Meditteranea. Extenué·e·s, les exilé·e·s ont passé plusieurs jours en mer dont 48h sans eau. L'ONG alerte sur le fait que la plateforme d'alerte Alarm phone avait signalé cette embarcation plusieurs fois aux autorités italiennes et maltaises, sans qu'elles n'aient réagi.

- **ObservAlgerie**, le 20 juin 2020, [Des immigrés maghrébins humiliés par un policier en Italie](#)

Une vidéo publiée par le média italien Meridionews montre un officier italien forcer des exilé·e·s (dont un mineur) à se gifler mutuellement. On peut entendre l'officier dire « Vous devez respecter la loi, vous devez le gifler, soyez un homme, vous devez le gifler », puis lui-même gifler un jeune homme. La scène de violence prend fin lorsque l'un des jeunes hommes tombe au sol. Cet événement s'est produit au poste de police d'Agrigente en Sicile. Suite à la publication de ces images, le procureur général italien a fait ouvrir une enquête. Le Bureau national de lutte contre la discrimination a lui aussi ouvert une enquête et déposé plainte contre l'officier de police.

## Royaume-Uni

- **Info Migrants**, le 25 juin 2020, [Six bateaux transportant 82 migrants interceptés en un jour sur les côtes anglaises](#)

Le 24 juin, six embarcations qui comptaient au total 82 exilé·e·s ont été interceptées par les forces de l'ordre britanniques. Les autorités britanniques et françaises ne cessent d'accroître les mesures pour entraver les traversées de la Manche vers le Royaume-Uni. Selon la BBC, les autorités françaises ont intercepté ces deux derniers mois plus de 1 000 exilé·e·s qui souhaitaient rejoindre la Grande Bretagne. De plus, depuis le début du mois de juin, le ministère de l'Intérieur britannique oblige ses unités de police aux frontières à Calais à relever les empreintes digitales des exilé·e·s intercepté·e·s alors qu'ils et elles tentaient la traversée. Cela permet aux autorités de les refouler plus rapidement dans l'hypothèse où ils et elles réessayeraient de traverser. Cette pratique avait été abandonnée fin 2009 car elle mettait en danger les exilé·e·s qui allaient jusqu'à se mutiler le bout des doigts pour éviter la prise d'empreintes. L'ONG Utopia 56 s'inquiète de la pression supplémentaire à laquelle sont soumis·e·s les exilé·e·s, ainsi qu'à la plus grande liberté accordée aux autorités britanniques pour les refouler avant qu'ils et elles n'aient pu faire de demande de protection, en violation de leurs droits.

### Slovénie

- Info migrants, le 22 juin 2020, [Slovénie : une vingtaine de migrants "proches de la suffocation" découverts dans des camions](#)

Le 20 juin, 22 exilé·e·s ont été découvert·e·s dans des camions-citernes par la police slovène à la frontière croate. Selon les autorités, les exilé·e·s étaient au bord de la suffocation. L'entrave au droit à la mobilité des exilé·e·s ne cesse de progresser en Europe, début juin la Slovénie a mobilisé plus de 1 000 officiers de police équipés de drones, caméras thermiques et détecteurs de mouvements à la frontière avec la Croatie. Cette situation, provoquée par l'UE et sa politique d'externalisation sécuritaire, oblige les exilé·e·s à se mettre constamment en danger durant leur parcours migratoire.

### Méditerranée centrale

- **France inter**, le 20 juin 2020, [Migrants : "L'urgence n'a jamais cessé malgré la pandémie", l'Ocean Viking bientôt de retour en mer](#)

Après 3 mois bloqué au port de Marseille à cause du Covid-19, le navire Ocean Viking de l'ONG SOS Méditerranée, reprend le large. Le navire va rejoindre les quelques autres navires humanitaires de sauvetage qui croisent encore en Méditerranée centrale (axe migratoire le plus mortel au monde). Petit à petit, les navires humanitaires bloqués dans les ports du fait de la pandémie parviennent à reprendre le large. Les autorités nationales comme européennes ayant renoncé à leur devoir de sauvetage, ces quelques navires privés représentent finalement leur seul espoir d'échapper à la noyade.